

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 4 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 25 août 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEFIVAL
35 rue du Docteur Touati
95340 Persan

Références : ud95-2023-0631
Code AIOT : 0006505935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 août 2023 dans l'établissement CEFIVAL implanté 35 rue du Docteur Touati à PERSAN (95340). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société CEFIVAL située à PERSAN est localisée dans une zone en situation de vigilance pour la sécheresse.

Un arrêté préfectoral complémentaire datant du 08 janvier 2013 a été pris pour encadrer les dispositions complémentaires à appliquer en période de sécheresse. De plus, l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 a complété les dispositions pouvant s'appliquer aux ICPE en période de sécheresse.

La présente inspection vise à vérifier l'application des dispositions ministérielles et préfectorales sur les prélèvements en eau du site et sur les mesures mises en place en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEFIVAL
- 35 rue du Docteur Touati - PERSAN (95340)
- Code AIOT : 0006505935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEFIVAL produit des pièces métalliques dans ses installations situées sur le territoire de la commune de PERSAN.

Le site se spécialise dans la métallurgie, en transformant à chaud et à froid des métaux. Les matières premières sont de larges barres de titane, de l'acier ordinaire ou de l'inox. Les formes ou moules utilisés sont composés en acier de haute résistance.

Dans les conditions d'exploitation, les métaux sont parfois échauffés jusqu'à 1 000°C.

Le site produit des pièces métalliques à destination des marchés aéronautiques et nucléaires et aussi du transport et de la construction. En majorité, les produits de la société CEFIVAL sont destinés à l'industrie aéronautique.

A cette fin, différents procédés industriels sont appliqués sur les matériaux, par exemple : que ce soit pour former les pièces, la coupe en longueur, le rayonnage, l'enverrage, la traction, ou pour les nettoyer, le grenaillage, le sablage, le décapage, etc...

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation d'eau et actions en période de sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation d'eau du site	Arrêté préfectoral du 17 octobre 2008, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Sécheresse (AM) – sites exclus	Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 3	/	Sans objet
3	Sécheresse (AM) – réduction des consommations d'eau	Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 2	/	Sans objet
4	Sécheresse (AM) – éléments à mettre à disposition de l'inspection	Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 4	/	Sans objet
5	Sécheresse (APC)	Arrêté préfectoral complémentaire du 08 janvier 2013, article 2	/	Sans objet
6	Sécheresse (APC)	Arrêté préfectoral complémentaire du 08 janvier 2013, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité lors de cette visite d'inspection. L'inspection note que l'exploitant a réalisé d'importants investissements depuis 2013 afin de réduire drastiquement ses prélèvements en eau dans le milieu, en passant d'environ 140 000 m³ pour l'année 2013 à 9 900 m³ en 2022. L'exploitant continue de faire des investissements afin de réduire encore sa consommation d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 octobre 2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau du site
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Nappe phréatique 135 000 m ³ /an Réseau public : 15 000 m ³ /an Forage P1 : 35m ³ /h Forage P2 : 200 m ³ /h
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les consommations d'eau du site sur les dernières années. Pour rappel, l'exploitant consomme de l'eau afin de refroidir certaines machines et notamment une presse. Cet équipement est le dernier à être refroidi sur le site en circuit ouvert. L'exploitant a indiqué avoir en projet la modification du refroidissement de cette presse en installant un groupe froid à l'horizon fin 2023 – début 2024. Suite à cette modification, le volume d'eau prélevé dans le milieu devrait être très fortement réduit. Par ailleurs, l'exploitant a fait de gros investissements depuis 2013 afin de limiter sa consommation d'eau qui était alors de l'ordre de 140 000 m ³ /an. Notamment, en modifiant les systèmes de refroidissement de ses machines vers des circuits fermés en lieu et place de circuits ouverts. La très grande majorité de l'eau utilisée provient du forage présent sur site. Celui-ci pompe dans les alluvions de l'Oise (nappe d'accompagnement). Le prélèvement en eau de ville est utilisé uniquement pour les eaux sanitaires. Il est inférieur à 100 m ³ /an. Les prélèvements en eau du site (eau de forage et eau de ville) sont de : <ul style="list-style-type: none">- 14 075 m³ pour l'année 2018 ;- 14 114 m³ pour l'année 2019 ;- 17 040 m³ pour l'année 2020 ;- 14 196 m³ pour l'année 2021 ;- 10 002 m³ pour l'année 2022. A la date de l'inspection, l'exploitant a prélevé 7 100 m ³ pour l'année 2023. L'exploitant a indiqué qu'il devrait sûrement rester en dessous des 10 000 m ³ d'eau prélevée pour l'année 2023. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse (AM) – sites exclus

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse – sites exclus
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> <p>Constats : Les prélèvements d'eau du site ont été détaillés dans la fiche n° 1. L'exploitant rentre dans le cas 2° de l'article 3 ci-dessus. En effet, les prélèvements en eau du site étaient de 14 075 m³ en 2018 et étaient de 9 952 m³ en 2022, soit une réduction supérieure à 29 %.</p> <p>Ainsi, l'exploitant n'est pas soumis à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse (AM) – réduction des consommations d’eau

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse – réduction des consommations d’eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires, notamment à la sécurité, est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 susvisé (Cf. point n° 2).</p> <p>Néanmoins, l'exploitant réalise la remontée d'information hebdomadaire via le site démarches-simplifiées.fr (Cf. point n° 6).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Sécheresse (AM) – éléments à mettre à disposition de l’inspection

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse – éléments à mettre à disposition de l’inspection
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5°, au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p> <p>Constats : L’inspection a demandé à l’exploitant de lui présenter les documents listés ci-dessus, à l’exception des documents 1° et 6° non obligatoires à la date de l’inspection, conformément au point III de l’article susmentionné.</p> <p>Le jour de l’inspection, l’exploitant n’a pas été capable de présenter le calcul du volume de référence (document 2°). Par courriel du 29 août 2023, l’exploitant a transmis le calcul du volume de référence pour son site, celui-ci correspond à la moyenne des prélèvements journaliers sur le troisième trimestre 2022 et est égal à 28,37 m³/j.</p>

L'exploitant a présenté le détail des volumes d'eau prélevés. Les compteurs sont relevés chaque jour travaillé (5 jours sur 7). L'exploitant ne prélève pas d'eau pour les moyens listés au point 3°.

L'exploitant a présenté la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau. L'inspection a constaté que cette procédure était affichée sur site. En parallèle, l'exploitant a indiqué avoir fait une information par mail de l'ensemble des employés.

L'exploitant a présenté les éléments permettant de justifier d'une diminution de plus de 20 % des prélèvements en eau depuis 2018 (Cf. point n° 2).

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit être capable de présenter, sur demande de l'inspection, les documents listés aux points 1° et 6° à partir du mois d'octobre 2023.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse (APC)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 08 janvier 2013, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse (APC) - dépassement du seuil de vigilance
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales : <ul style="list-style-type: none">- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.
Constats : L'exploitant a informé par mail l'ensemble de ses employés du passage du seuil de vigilance sécheresse sur le bassin versant de l'Oise. De plus, l'inspection a constaté qu'un affichage des consignes spécifiques est présent sur site. L'exploitant s'est étonné de recevoir l'information par un mail de l'inspection plusieurs semaines après la signature de l'arrêté en préfecture du Val d'Oise. L'inspection a rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de rester informé de la situation et que l'ensemble des informations sont accessibles sur le site www.propluvia.developpement-durable.gouv.fr . L'inspection relaie uniquement l'information afin d'être sûr que l'ensemble des exploitants concernés soient informés du passage d'un nouveau seuil sécheresse. Enfin, l'exploitant ne rejette pas d'eau utilisée dans son process. Ainsi, il n'est pas nécessaire, dans son cas, de renforcer l'autosurveillance de ses rejets aqueux. L'inspection a questionné l'exploitant sur les leviers disponibles afin de réduire les prélèvements en eau du site dans le cas où la situation se dégraderait sur le bassin versant de l'Oise. L'exploitant a indiqué que ses prélèvements en eau sont directement liés à son niveau d'activité. Il a indiqué qu'il n'avait pas de levier mis à part anticiper et augmenter la production sur les mois non concernés par des restrictions sécheresse, afin de limiter la production si nécessaire sur la période estivale. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse (APC)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 08 janvier 2013, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des mesures spécifiques sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La société CEFIVAL tient à jour, après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des articles 3, 4 et 5. Outre les mesures mises en œuvre, ce suivi précise notamment : 1. les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés ; 2. les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période d'alerte, alerte renforcée ou crise. Ce document de suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant réalise la remontée d'information hebdomadaire via le site démarches-simplifiées.fr. Les informations remontées comprennent les éléments détaillés ci-dessus. L'inspection considère que la transmission des informations via ce site fait office de document de suivi des mesures spécifiques sécheresse mises en place par l'exploitant. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet